FLN : IL REVIENT À LA CHARGE APRÈS UNE LONGUE «ÉCLIPSE»

Saâdani attaque violemment l'opposition

Après une éclipse de plusieurs jours, le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, revient à la charge. Quarante-huit heures après sa «réapparition» à partir d'Oran, il improvisera une autre activité partisane, samedi à l'hôtel Ryadh à Alger, histoire de réoccuper le terrain : «la conférence régionale pour la formation politique et idéologique» destinée aux élus et aux cadres du parti.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En fait, tout juste une tribune pour Saâdani qui prononcera un discours entièrement consacré à l'opposition. «Un parti politique, c'est une histoire, un parcours, et bien d'autres choses qu'il faut connaître lorsqu'on veut faire de la politique. Et c'est quoi la politique ? C'est une science. C'est l'art du possible» commencera-t-il par introduire son sujet avant d'attaquer : «C'est ce que nous voulons faire au FLN. Pour traiter avec d'autres partenaires, il nous faut bien les connaître. Or, en Algérie, la morale est absente en politique. Vous avez par exemple des partis qui se résument à peu de choses. C'est généralement un homme, un individu, qui crée un parti. Ses seules réunions, il les tient dans des journaux et ses rassemblements, sur les plateaux des télévision. Il a un cachet humide dans sa poche et voilà, il se prend pour un homme politique !» Cela dit, il développera davantage sa thèse : «Prenons comme exemple notre frère Djaballah. C'est quoi son parti ? Qui est-il lui-même ? Comment son parti a-t-il été créé ? Comment et pourquoi avait-il été évincé de ces deux précédents partis ? C'est quoi son idéologie ? Est-il islamiste ou islamo-nationaliste ? Son parti avait-il été créé dans une salle ou une mosquée ?» Puis, il en viendra à un autre parti islamiste. «Le MSP est un parti politique. Soit. Mais par qui ce parti a-t-il été créé ? Quelles sont ses relations internationales ? Ses relations avec les frères, etc. ? Si on parle de la Turquie et du parti au pouvoir, c'est la même chose. Pour mieux le connaître, l'on ne peut faire l'impasse sur l'histoire de l'Empire otoman et ainsi de suite. Il nous faut connaître tout cela pour pouvoir traiter avec ces partis».

Photo : Samir Sid

Saâdani égal à lui-même.

Des insinuations assassines s'agissant des parcours réels des deux grands pôles de l'islamisme politique en Algérie. Ce dont n'aura pas droit le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, que Saâdani évoquera en des termes «crus».

«Posons-nous la question : pourquoi la politique en Algérie n'est pas moralisée ? Prenons Djilali Soufiane. Quel parti a-t-il ? Ce n'est qu'un individu. Il a une idée qu'il défend. Comme tout professeur d'université ou de lycée ! Son rayon d'action se limite à un journal. D'ailleurs, peut-il réunir un rassemblement comme le nôtre d'aujourd'hui ? Peut-on sérieusement parler d'un parti politique qui n'a pas de programme ? Quel est le programme politique de tous ces "particuliers ?"»

A l'évidence, ce ton violent du SG du FLN vient en écho au message de Abdelaziz Bouteflika à l'occasion du 19 Mars lu à Ghardaïa jeudi dernier. Un message qui, en substance, ne disait pas autre chose et que Saâdani tenait évidemment à saluer.

K. A.

GHOUL DEVANT LES PARTICIPANTS DE LA CONFÉRENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE :

«Nous devons préserver les acquis de M. Bouteflika»

La coalition gouvernementale veut se redéployer sur le terrain de la question socio-économique. C'est le message clé qui ressort de la conférence socio-économique organisée hier par le parti TAJ. Pour Amar Ghoul, «aujourd'hui le débat en Algérie, il n'est pas seulement politique. Il est surtout économique et social».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La conférence qui a eu lieu au siège de la mutuelle de Zéralda a vu la participation des représentants des partis de la coalition présidentielle, mais aussi des partis d'opposition à l'instar du FFS et d'autres députés indépendants à l'image de Karim Tabou.

Selon le président de TAJ, des invitations ont été adressées à toutes «les formations politiques y compris celles regroupées au sein de la CNTLD».

A cette conférence, ont pris part aussi des représentants d'organisations patronales, du syndicat UGTA et même le représentant de la présidence de la République, M. Boughazi. Le président de Taj a rappelé dans son intervention les «enjeux régionaux et internationaux tant sur le plan économique que sécuritaire auxquels fait face l'Algérie aujourd'hui». «L'Algérie a réalisé plusieurs acquis grâce aux réformes politiques et socio-économiques engagées par le président Abdelaziz Bouteflika, d'où la nécessité de valoriser ces acquis et de les préserver, notamment en termes de paix et de stabilité. Ces acquis appartiennent au peuple algérien», a estimé M. Ghoul, précisant que la réalisation de la paix et de la stabilité a été rendue possible, «grâce aux grands sacrifices consentis, à la charte de paix et de la réconciliation nationale et à la culture de paix et de sécurité consacrée par le président Bouteflika».

Photo : Newpress

Amar Ghoul.

Poussant plus loin son argumentaire sur la question, le président du parti TAJ dira aussi que «la préservation de l'acquis de la paix et de la stabilité requiert une culture civilisationnelle ainsi qu'un dialogue et une concertation sur toutes les questions».

Le président du parti TAJ a insisté sur l'impératif de conjuguer les efforts pour «pallier les insuffisances, adopter le dialogue constructif entre experts et instances officielles et non officielles pour mettre en œuvre le programme du président de la République et le plan d'action du gouvernement».

Il est à noter que trois ateliers ont été mis en place et débattront des attentes et perspectives de l'Algérie dans le domaine économique. Les recommandations qui découleront des travaux de ces trois ateliers seront transmises au Premier magistrat du pays et seront, selon la même source, portées également à la connaissance du Premier ministre.

Pour Amar Ghoul, «il s'agira d'une contribution réelle qui s'inscrit dans l'optique de la préservation des acquis réalisés par le pays, grâce aux réformes politiques et socio-économiques engagées par le président Abdelaziz Bouteflika, notamment en matière de paix et de stabilité».

A. B.

Rachid Nekkaz interpellé à Tizi-Ouzou

Rachid Nekkaz, accompagné de son frère et de quatre jeunes gens, a été interpellé, hier peu avant midi, à la sortie ouest de la ville de Tizi-Ouzou, après quelque deux kilomètres d'une marche qui l'a mené de l'ex-gare routière sise au centre-ville vers le tout nouvel arrêt de bus et fourgons sur l'autoroute menant à Draâ-Ben-Khedda.

Ainsi s'est achevée la première étape du périple de plus de 1 000 kilomètres que comptait entamer l'ex-candidat à la dernière présidentielle qui entendait rallier In Salah pour apporter son soutien aux anti-gaz de schiste.

Une aventure qui a tourné court pour l'inénarrable Rachid Nekkaz qui, semble-t-il, n'a pas l'intention de désarmer puisqu'il compte bel et bien poursuivre sa marche jusqu'à la destination projetée, même si la police ou une quelconque autre autorité le contraint à des haltes en cours de route.

M. Azedine

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION À ORAN

Rattrapage des cours et révision des programmes

Au lendemain de l'annonce de la fin du mouvement de grève du Cnapeste, la ministre de l'Education N. Benghebrit, participait ce samedi au forum d'un quotidien régional à Oran, ce qui lui a permis de revenir sur les différents mouvements de contestation ayant marqué le secteur de l'éducation et les autres défis attendus.

En effet, bien que la reprise des cours est bien prévue pour aujourd'hui, les discussions avec le syndicat Cnapeste ne sont pas finies ainsi qu'avec les autres organisations syndicales du secteur.

Une façon peut-être de dire que les risques d'un autre conflit ne sont pas totalement écartés, puisqu'aujourd'hui des négociations vont avoir lieu avec les représentants de 7 syndicats pour finaliser les points encore en suspens des revendications des syndicats, dira la ministre. En attendant, il a été encore convenu avec le Cnapeste de procéder au rattrapage de cours durant les vacances actuelles pour les élèves qui seraient d'accord.

La ministre laissera le soin aux établissements de s'organiser et de trouver les moyens de rattraper les cours au cas où les élèves refuseraient de sacrifier leurs vacances.

Par ailleurs, la ministre dira que la situation n'est pas insurmontable puisque seulement une dizaine de jours ont été marqués par la grève et que les programmes traités ont atteint un taux de l'ordre de 70%.

Pour ce qui est de la question de la promotion des enseignants au grade supérieur, cela devra être réglé statutairement mais également avec la promotion par la formation, insistera la ministre à l'adresse du Cnapeste.

L'intervenante dira que ce volet de la formation des enseignants est l'une des défaillances de la réforme mise en place à partir de 2003.

Interrogé sur la charte de l'éthique perçue par certains comme une remise en cause du droit de grève, la ministre s'offusquera qu'on l'interpelle à chaque fois sur cette question et d'y opposer le droit au cours. Toujours par rapport à la grève, elle maintiendra aussi son choix de faire appliquer la loi à savoir les retraits sur salaires des enseignants observant la grève.

Abordant la réforme de l'éducation, la ministre évoquera son projet de revoir les programmes de tous les paliers, mais prioritairement en démarrant par le primaire et de préciser qu'elle n'est pas pour un nouveau système, mais une évaluation et une révision sont la démarche qu'elle prône.

Quant à l'histoire des CD, la ministre dira qu'elle n'avait pas pensé que cela pouvait remplacer l'enseignant mais comme étant un outil pédagogique supplémentaire, et que ce sont des chaînes de télé qui, avec excès, ont mal présenté la chose.

Fayçal M.